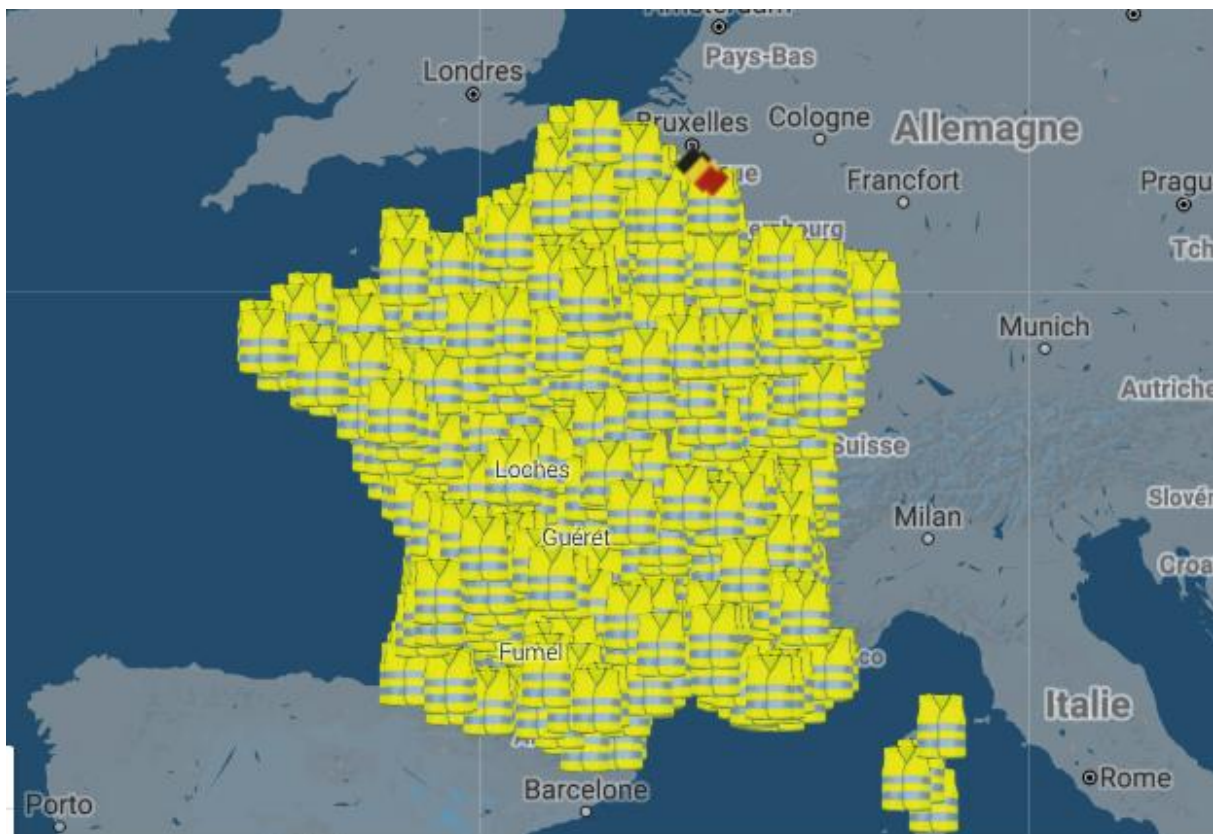


BENICHOU William  
SUEUR Nicolas  
VALADE Dorian  
DECADERINCOURT Kilian  
GUILLLOTIN Antoine

# Les Gilets Jaunes



# Table des matières

## Sommaire

Les Gilets Jaunes.....	0
Table des matières.....	1
Introduction .....	3
Contexte.....	4
Niveau de vie .....	4
Acharnement sur les Automobilistes .....	5
Fracture avec le monde politique .....	5
Faits .....	6
Port du gilet jaune comme symbole .....	6
Organisation .....	6
Manifestations.....	7
Revendications.....	8
Revendications sur le logement .....	8
Revendications fiscales .....	9
Revendications sur l'emploi, les salaires et la retraite .....	10
Revendications sur la migration .....	12
Revendications sur la santé.....	13
Revendications sur les transports .....	13
Revendications sur le système politique .....	14
Revendications sur l'éducation .....	15
Revendications sur les finances publiques.....	16
Conséquences .....	18
Bilan humain.....	18
Conséquences budgétaires .....	19
Conséquences commerciales .....	20
Aspect Politique .....	20
Tourisme et patrimoine historique .....	21
Le gilets jaunes dans l'Europe et dans le monde .....	21
Un bilan mitigé .....	22
Réactions du gouvernement.....	23
Maintien de l'ordre .....	23
Mobilisation des forces de l'ordre .....	23

Projet de loi “anti-casseurs” .....	23
Mesures économiques .....	24
Actions sur les revendications .....	24
Les thèmes écartés .....	24
Les thèmes retenus .....	24
Les thèmes non abordés .....	24
Grand débat national .....	25
La transition écologique .....	25
La fiscalité et les dépenses publiques .....	25
La démocratie et la citoyenneté .....	26
L’organisation de l’Etat et des services publiques .....	27
Évolutions du mouvement .....	28
Evolution de la mobilisation .....	28
Principaux groupes et représentants .....	29
Soutien de l’opinion publique .....	30
Conclusion .....	31
Sources .....	32

# Introduction

Des classes moyennes se sentant délaissées, le prix du carburant trop élevé, un “ras-le-bol” fiscal et politique ont conduit à plusieurs manifestations nationales de grande ampleur avec un pic de manifestant le 17 novembre 2018 à 1,3 million selon *France Police*. Des protestations ont alors lieu partout dans le pays ayant comme symbole le port du gilet jaune. Très vite, de plus en plus de revendications apparaissent dans plusieurs domaines (emplois, fiscal, santé, éducation, etc).

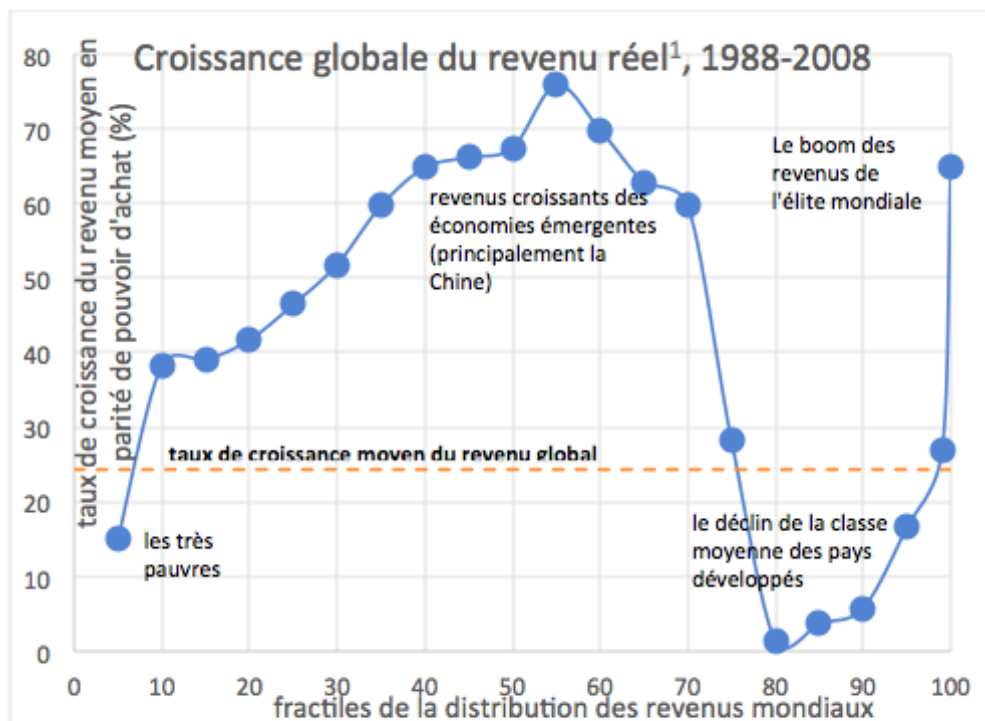
Ce document a pour but d'expliquer l'impact des gilets jaunes. Nous commencerons en plaçant le contexte à l'origine du mouvement, puis décrirons les faits des manifestations. Nous traiterons ensuite les différentes revendications demandées par les gilets jaunes. Nous poursuivrons avec les conséquences des manifestations sur différents plans. Puis nous traiterons de la réaction de l'Etat face aux gilets jaunes. Nous montrerons ensuite l'évolution du mouvement dans le temps et enfin nous conclurons.

# Contexte

## Niveau de vie

La France est dans un contexte économique qui pèse sur les ménages. Les impôts et autres formes de prélèvements obligatoires augmentent depuis la crise de 2008. Ils représentaient 41 % du PIB en 2009 et 45 % en 2017. Depuis le début du quinquennat du nouveau président, ce n'est pas moins de huit impôts et taxes supplémentaires qui ont vu le jour. Ce sont principalement les classes moyennes qui sont touchées. Pendant ce temps l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) a été supprimé et remplacé par un impôt qui ne prend en compte que la fortune immobilière (IFI). Depuis 2009 le niveau de vie médian stagne. On peut ainsi souligner un ras-le-bol fiscal de la part des ménages de la classe moyenne française. Ces mesures, qui semblent favorables aux riches, ont valu à Emmanuel Macron le surnom de "président des riches" à de nombreuses reprises.

On peut voir apparaître dans la société un sentiment d'iniquité quant à la répartition des ressources dans la population. Les riches deviennent de plus en plus riches et les classes moyennes s'appauvrissent. C'est ce que l'on peut constater grâce à la "courbe de l'éléphant" de Branko Milanovic.

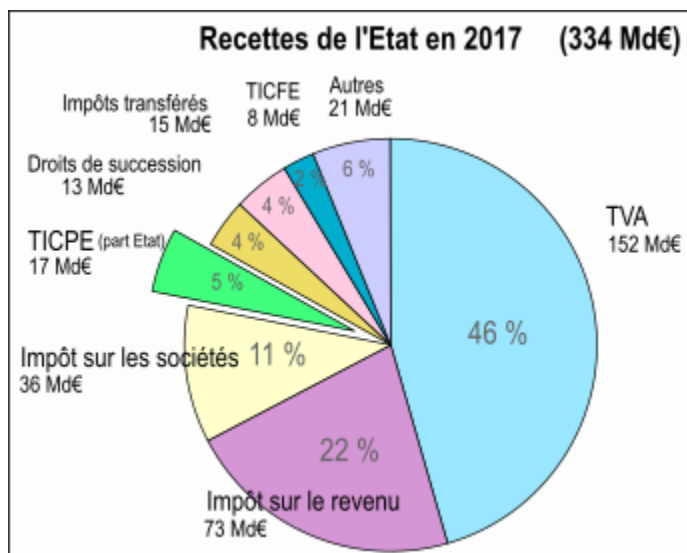


<sup>1</sup> Le revenu réel prend en compte la variation des prix au cours de la période étudiée ; il s'agit du revenu avant impôts

## Acharnement sur les Automobilistes

Un des éléments considérés comme déclencheur de ce mouvement est l'augmentation du prix du carburant. En 2014 a été introduite une nouvelle taxe concernant la consommation des produits énergétiques appelée Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE). Le prix du carburant a augmenté de 23 % pour le gazole et 15 % pour l'essence entre octobre 2017 et octobre 2018. La France se place ainsi parmi les pays taxant le plus le carburant dans l'Union Européenne.

C'est en septembre 2018 que le gouvernement annonce son intention d'augmenter cette TICPE de 11,5 % ce qui devrait engager un revenu supplémentaire de 3.7 milliards pour l'Etat. Cependant, cette augmentation coûterait entre 207 et 538 euros en 2022 (en fonction des véhicules et des trajets) d'après le Figaro. Cette taxe profitera très peu au budget de la transition énergétique et doit bénéficier quasi-exclusivement au budget général de l'Etat. La TICPE s'élève à 17 milliards d'euros en revenu pour l'Etat en 2017 soit 5 % des recettes totales.



C'est une taxe qui vient pénaliser les foyers qui dépendent de l'utilisation de leurs véhicules notamment en milieu rural. Ce n'est pas la première fois que les automobilistes sont la cible de réforme de la part du gouvernement. On se rappelle encore de la limitation de vitesse à 80km/heure hors agglomération qui fut très critiquée par une grande partie de la population.

## Fracture avec le monde politique

Il s'agit d'un ras-le-bol général de la part du peuple envers la classe politique. Il y a un sentiment d'abandon dans certains territoires. Trois français sur dix estiment vivre dans un territoire délaissé. Cela concerne à la fois les transports, les hôpitaux public et le chômage. On peut constater un taux d'abstention record sous la 5ème république avec par exemple 51,29 % d'abstention pour les législatives de 2017. La popularité du président de la République a fortement baissé depuis son élection.

# Faits

## Port du gilet jaune comme symbole

Le nom du mouvement vient du gilet de haute visibilité porté par les manifestants comme signe de ralliement. Depuis le 1er octobre 2008 il est obligatoire en France d'avoir ce type de gilet dans son véhicule, il permet au conducteur d'être visible en cas d'arrêt d'urgence sur le bord de la route. C'est ainsi que cet objet anodin est devenu un véritable symbole en très peu de temps. On retrouve également les gilets sur les tableaux de bords ou les plages arrière des véhicules en signe de soutien de la part des automobilistes au mouvement.



## Organisation

Contrairement aux manifestations traditionnelles, le mouvement n'est pas coordonné par des organisations syndicales. Le mouvement se veut apolitique, il réunit des citoyens de milieux sociaux et d'appartenance politique différentes. Il s'est développé à partir des réseaux sociaux (Facebook, Twitter...) à partir de partages massifs d'invitations à manifester pour protester contre le gouvernement. Le mouvement n'est pas structuré comme un groupe politique ou une organisation syndicaliste, il n'y a pas de leader et les manifestants se contentent de se réunir dans les villes proches de chez eux ou sur les principaux axes routiers. Le port du gilet leur permet d'identifier facilement les autres manifestants et ainsi former des groupes désorganisés allant de quelques à plusieurs milliers de personnes .



Certains manifestants s'auto-proclament porte-parole du mouvement pour interagir avec les médias ou le gouvernement cependant ils sont critiqués par les manifestants qui les considèrent comme des profiteurs et qui craignent la récupération politique du mouvement. Plusieurs hommes politiques revendiquent soutenir le mouvement. C'est le cas de Laurent Wauquiez qui a ensuite nié avoir porté un gilet jaune où les avoirs soutenu alors que des photos prouvent le contraire.



## Manifestations

Les manifestations des Gilets Jaunes ont lieux principalement tous les samedis depuis le 17 Novembre. Il y a également des actions les autres jours de la semaine mais qui restent minoritaires. Les manifestations des Gilets jaunes sont appelées “actes”, ainsi le samedi 17 Novembre correspond à l’acte 1, le samedi 24 novembre l’acte 2 et ainsi de suite. Comme dit précédemment il n’y a pas d’entité de supervision indiquant aux manifestants où est-ce qu’ils doivent aller ou ce qu’ils doivent bloquer. Ils se contentent de se regrouper autour des ronds-points et des principaux axes routiers pour commencer des blocages. Le ministère de l’intérieur estime à 3000 le nombre de sites occupés lors du premier acte.

Bien que d’apparence peu organisée, ces blocages se révèlent efficaces et perturbent le trafic routier. On peut ainsi constater des retards de la part des transporteurs de marchandises.

Parmi les cibles des gilets jaunes on retrouve également les péages qui sont beaucoup critiqués à cause de leur coût jugé excessif par les automobilistes. On peut donc assister à des opérations péages gratuits où les manifestants forcent les barrières à rester ouvertes, entraînant ainsi une perte de revenus pour les groupes tels que Vinci.





# Revendications

## Revendications sur le logement

- **Revendication 1 - "Zéro SDF"**

C'est la première "directive" du communiqué des gilets jaunes, avant même la baisse de la taxe sur les carburants. Cet objectif est partagé avec Emmanuel Macron qui annonçait le 27 Juillet à Orléan ne plus vouloir voir de SDF dans les rues.

- **Revendication 2 - "Grand plan d'isolation des logements pour faire de l'écologie en faisant faire des économies aux ménages."**

Il s'agit là d'un enjeu majeur pour la transition énergétique, puisque les bâtiments résidentiels et tertiaires représentent 45% de la consommation du pays en énergie. Le secteur est aussi à l'origine d'environ 25% des émissions de gaz à effet de serre, selon le ministère de la Transition écologique.

Nicolas Hulot, en avril 2018, a d'ailleurs déjà annoncé la mise en route d'un plan quinquennal de "rénovation énergétique des bâtiments", appuyé d'une subvention de 14 millions d'euros.

- **Revendication 3 - "Limitation des loyers. Davantage de logement à loyers modérés (notamment pour les étudiants et les travailleurs précaires)"**

Il s'agit d'une revendication permettant de mieux gérer les loyers pour appuyer la première revendication "Zéro SDF".

Cette mesure est également partagée par le gouvernement. La loi Elan, promulguée mi-novembre, signe en effet le grand retour de l'encadrement des loyers. Son expérimentation à Lille et à Paris avait été annulée en 2017. Le nouveau texte prévoit la poursuite, pour 5 ans, de "l'expérimentation de l'encadrement des loyers privés, dans les zones tendues et sur la base de propositions des collectivités locales, et y favorise la généralisation des observatoires locaux des loyers".

L'application de la loi ne se fera toutefois que sur la base du volontariat des communes. Elle n'imposera plus qu'elle soit alors obligatoire dans l'ensemble de l'agglomération.

## Revendications fiscales

- **Revendication 4 - “Davantage de progressivité dans l'impôt sur le revenu, c'est-à-dire davantage de tranches”**

L'idée figure cette fois dans le programme de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle 2017. Celui-ci avait pour intention de réformer l'impôt sur le revenu en le faisant passer de cinq tranches à quatorze.

Le but est de rendre l'impôt sur le revenu plus progressif, un programme que Jean-Luc Mélenchon avait annoncé à la présidentielle en 2017.

Cela consiste à mettre en place des tranches supérieures d'imposition. Seuls les contribuables les plus aisés seraient concernés par une telle mesure

- **Revendication 5 - “Impôts : que les gros (McDo, Google, Amazon, Carrefour...) payent gros et que les petits (artisans, TPE PME) payent petit.”**

C'est normalement le principe même de la progressivité de l'impôt.

Il s'agit donc d'éviter l'utilisation des asymétries du droit fiscal de différents pays ou régimes afin de réduire le montant de l'imposition (optimisation fiscale), comme le pratiquent certaines grandes entreprises en toute légalité.

- **Revendication 6 - “Pas de prélèvement à la source”**

Malgré d'ultimes tergiversations, le prélèvement à la source entrera bien en vigueur le 1er janvier 2019. L'impôt sera donc directement retenu sur les salaires et les pensions reçus, selon diverses options de calcul. Les gilets jaunes estiment que cela leur donne le sentiment de gagner moins.

Le gouvernement a répondu que l'impôt sera prélevé sur 12 mois et non sur 10 comme avec la mensualisation actuellement appliquée, ce qui revient à des montants plus faibles tous les mois. Par ailleurs, l'impôt est prélevé à la fin et non en milieu de mois.

- **Revendication 7 - “Fin de la hausse des taxes sur le carburant”**

C'est la revendication historique des gilets jaunes. Depuis le 1er janvier, les taxes sur le gasoil ont augmenté de 7,6 centimes par litre au total, avec notamment la contribution climat énergie ("taxe carbone"). Pour l'essence, l'augmentation a été de 3,9 centimes par litre.

Cette politique devrait être renforcée en 2019, avec des hausses de 6 centimes pour le diesel et 3 centimes pour l'essence, puis à nouveau jusqu'en 2022, l'objectif étant de rendre l'essence moins onéreuse que le diesel, jugé plus polluant. Le gouvernement refuse pour le moment de revenir sur cette réforme.

- **Revendication 8 - “Taxe sur le fuel maritime et le kérosène”**

C'est l'autre revendication du début du mouvement. S'il n'y a pas eu de taxes sur le kérosène, le but était de ne pas pénaliser les compagnies françaises.

- Revendication 9 - "Fin du CICE. Utilisation de cet argent pour le lancement d'une industrie française de la voiture à hydrogène (qui est véritablement écologique, contrairement à la voiture électrique)"

Le CICE de François Hollande, entré en vigueur en 2013 et souvent critiqué depuis, vit ses derniers jours au 1er janvier 2019 en étant remplacé par des exonérations de charges patronales.

Quant à la voiture à hydrogène, c'est en effet peut-être le meilleur moyen de "rouler propre" dans les années à venir. Mais pour l'instant, seules 8.852 voitures à hydrogène circulent dans le monde contre 99 millions de voitures neuves (dont 1,7 million de véhicules électriques classiques) qui seront vendues cette année.

- Revendication 10 - "Interdiction de faire payer aux commerçants une taxe lors que leurs clients utilisent la Carte Bleue"

Cette revendication fait sans doute référence aux commissions interbancaires des commerçants. Mais ils sont payés aux banques, pas à l'Etat.

## Revendications sur l'emploi, les salaires et la retraite

- Revendication 11 - "Smic à 1.300 euros net"

Le smic est actuellement fixé à 1.150 euros nets mensuels. Le Premier ministre Edouard Philippe a affirmé ce mercredi 28 Novembre sur BFMTV et RMC qu'il n'y "aurait pas de coup de pouce supplémentaire" pour le salaire minimum le 1er janvier, mais seulement une "revalorisation légale".

- Revendication 12 - "Le système de retraite doit demeurer solidaire et donc socialisé. Pas de retraite à points"

La retraite à point est une mesure phare du programme de la réforme des retraites proposée par Emmanuel Macron. Le gouvernement veut refonder notre système actuel, morcelé en une quarantaine de régimes de retraites. Il vise un nouveau système universel, valable dans le public comme le privé et calculé en points accumulés tout au long d'une carrière.

Les gilets jaunes dénoncent quant à eux un système susceptibles de repousser l'âge de la retraite de plusieurs années.

- Revendication 13 - "Pas de retraite en dessous de 1.200 euros"

Actuellement, la retraite minimum est fixée à 630 euros par mois. Elle est majorée à 688 euros pour les retraités ayant cotisé au moins 120 trimestres pendant leur carrière. Cela signifierait donc de multiplier ce minimum par deux environ.

- **Revendication 14 - “Les salaires de tous les Français ainsi que les retraites et les allocations doivent être indexés à l'inflation”**

Cela permettrait, selon les gilets jaunes, une certaine garantie en l'avenir pour les classes les moins aisées qui supporteraient mal l'inflation.

La France jusqu'en 1983 appliquait cette mesure, mais aujourd'hui seule la revalorisation du SMIC est recalculée avec l'inflation.

- **Revendication 15 - “Pour la sécurité de l'emploi : limiter davantage le nombre de CDD pour les grosses entreprises. Nous voulons plus de CDI”**

Sur ce sujet le gouvernement et le patronat ont surtout défendu cette année le CDI intérimaire qui est un contrat d'intérimaire plus stable car il bénéficie de certains avantages du CDI (indemnités, congés payés...).

- **Revendication 16 - “Salaire maximum fixé à 15.000 euros”**

Là encore, Jean-Luc Mélenchon voit l'une de ces idées rejoindre celles des gilets jaunes. Cela consistait en deux mesures distinctes. L'une permettait de fixer le plus haut salaire d'une entreprise à 20 fois le plus bas salaire de la même entreprise. La seconde ne visait pas le salaire perçu mais le revenu : le candidat proposait la mise en place d'un taux d'imposition à 100% pour tous les revenus représentant 20 fois le revenu médian (environ 360.000 annuels). Ainsi, cela réduirait les creusés par les inégalités.

- **Revendication 17 - “Que des emplois soient créés pour les chômeurs”**

C'est l'une des missions que se donnent les gouvernements successifs, avec des méthodes différentes (emplois aidés, baisse des charges...) mais qui ne sont pas toujours abouties;

- **Revendication 18 - “Apportons du bien-être à nos personnes âgées. Interdiction de faire de l'argent sur les personnes âgées. L'or gris, c'est fini. L'ère du bien-être gris commence”**

Il s'agit là de baisser les prix parfois exorbitants concernant les personnes âgées. En outre il s'agit de la fin de la privatisation des services tels que les maisons de retraites et de l'amélioration des conditions des organismes publics.

- **Revendication 19 - “Retraite à 60 ans et pour toutes les personnes ayant travaillé dans un métier usant le corps (maçon ou désosseur par exemple) droit à la retraite à 55 ans”**

L'âge de retraite est actuellement fixé à 62 ans.

- Revendication 20 - “Protéger l'industrie française : interdire les délocalisations. Protéger notre industrie, c'est protéger notre savoir-faire et nos emplois”

Il s'agirait donc de garder un savoir-faire et des emplois français. Cependant l'objectif semble complexe, pour ne pas dire impossible, la plupart des entreprises étant déjà délocalisées, cela leur ferait perdre une grande partie de leur pouvoir compétitif et pourrait les inciter à partir définitivement.

- Revendication 21 - ‘Fin du travail détaché. Il est anormal qu'une personne qui travaille sur le territoire français ne bénéficie pas du même salaire et des mêmes droits. Toute personne étant autorisée à travailler sur le territoire français doit être à égalité avec un citoyen français et son employeur doit cotiser à la même hauteur qu'un employeur français’

L'opposition à la directive controversée de l'UE, qui permet d'employer un travailleur européen en payant les cotisations de son pays d'origine, rassemblait tous les candidats à la présidentielle, à l'exception d'Emmanuel Macron. Celui-ci répondait "Sur ce volet-là, on oublie presque à chaque fois de dire qu'il y a 300.000 Français qui sont travailleurs détachés. Vous irez leur expliquer, les uns et les autres, que dès demain c'est fini pour eux". Réciproquement, d'après la Commission nationale de lutte contre le travail illégal (CNLTI), le recours en France au détachement a concerné, en 2015, un total de 286.025 travailleurs (+25% par rapport à 2014).

## Revendications sur la migration

- Revendication 22 - “Que les causes des migrations forcées soient traitées”

L'objectif de l'aide au développement (dons, prêts à taux préférentiel, annulation de dettes...) est de fournir des ressources à certains pays pour favoriser leur développement économique. Pour certains politiques, c'est un moyen de convaincre les candidats à l'immigration de renoncer. Le député LR Guillaume Larrivé souhaite même conditionner l'octroi de ces aides à "un effort de maîtrise de l'immigration".

- Revendication 23 - “Que les demandeurs d'asile soient bien traités. Nous leur devons le logement, la sécurité, l'alimentation ainsi que l'éducation pour les mineurs. Travaillez avec l'ONU pour que des camps d'accueil soient ouverts dans de nombreux pays du monde, dans l'attente du résultat de la demande d'asile”

Ouvrir des camps dans les pays frontaliers des pays de départ ou dans les pays d'accueil en Europe était toute l'idée des centres d'enregistrement de migrants, créés en 2015, à l'initiative de l'Union européenne. Il s'agit encore une fois d'équilibrer la balance des inégalités.

- Revendication 24 - "Que les déboutés du droit d'asile soient reconduits dans leur pays d'origine"

L'ex-ministre Gérard Collomb aurait, sur ce point, approuvé les "gilets jaunes" : "Ceux qui sont déboutés du droit d'asile doivent être expulsés. C'est plus 14% d'éloignement par rapport aux onze premiers mois de l'année. Donc lorsqu'on veut, on peut avoir des résultats", disait le ministre de l'Intérieur en décembre 2017.

- Revendication 25 - "Qu'une réelle politique d'intégration soit mise en œuvre. Vivre en France implique de devenir français (cours de langue française, cours d'histoire de France et cours d'éducation civique avec une certification à la fin du parcours)"

Cette mesure permettrait de faciliter la recherche d'emploi pour les migrants qui peuvent rencontrer de réelles difficultés.

## Revendications sur la santé

- Revendication 26 - "Même système de Sécurité sociale pour tous (y compris artisans et auto-entrepreneurs). Fin du RSI"

Le RSI a été supprimé le 1er janvier 2018, soulevant des critiques à droite, comme à gauche. Une "période transitoire" de deux ans est prévue. La suppression du RSI permettra une meilleure sécurité aux indépendants et ainsi d'encourager cette démarche.

- Revendication 27 - "Augmentation des allocations handicapés"

En Mai 2017, Emmanuel Macron promettait que l'aide aux handicapés serait l'une des priorités de son quinquennat. Mais les associations sont aujourd'hui déçues par des mesures trop légères, les handicapés étant aujourd'hui de 48.000 en France.

- Revendication 28 - "Des moyens conséquents apportés à la psychiatrie"

Il s'agit ici d'une revendication morale.

## Revendications sur les transports

- Revendication 29 - "Favoriser les petits commerces des villages et centres-villes. Cesser la construction des grosses zones commerciales autour des grandes villes qui tuent le petit commerce et davantage de parkings gratuits dans les centres-villes"

Comme le soutenait Edouard Philippe Décembre 2017 dans son plan "Action cœur de ville", l'installation des zones commerciales autour des grandes villes avait pour effet de



vider les centres villes d'animation et ainsi les petits commerces étaient délaissés jusqu'à parfois devoir être fermés.

- Revendication 30 - "L'intégralité de l'argent gagné par les péages des autoroutes devra servir à l'entretien des autoroutes et routes de France ainsi qu'à la sécurité routière"

L'entretien du réseau autoroutier et la construction de nouveaux tronçons représentent aujourd'hui environ 30% de l'argent collecté par les péages. L'Etat reçoit 40% de la somme via des taxes qui représentent la "location" des routes par trois sociétés privées (Eiffage, Vinci, Abetis). Elles reçoivent le reste, minoré des coûts d'exploitation (les sapeurs-pompiers qui circulent en hiver par exemple).

La sécurité routière relève quant à elle d'acteurs de l'Etat, au niveau national et local (ministère de l'Intérieur, de la Santé, de la Justice, collectivités territoriales...).

Cette mesure réduirait le coût de passages pour les personnes et assurerait une meilleure sécurité routière.

- Revendication 31 - "Fin immédiate de la fermeture des petites lignes, des bureaux de poste, des écoles et des maternités"

La fermeture des petites lignes de train était au cœur du débat sur la réforme de la SNCF. Mais le gouvernement, par la voix d'Edouard Philippe l'avait assuré : "Ce n'est pas une réforme des petites lignes. [...] On ne décide pas la fermeture de 9.000 km de lignes depuis Paris sur des critères administratifs et comptables".

- Revendication 32 - "Favoriser le transport de marchandises par la voie ferrée"

Le fret ferroviaire ne représente qu'environ 9% du transport de marchandise en France, contre 85% pour le transport routier (d'après l'autorité de régulation des activités ferroviaires et routières).

L'impact écologique du transport par train est bien moins important que par la route, mais les camions coûtent moins cher aux transporteurs.

## Revendications sur le système politique

- Revendication 33 - "Tout représentant élu aura le droit au salaire médian. Ses frais de transport seront surveillés et remboursés s'ils sont justifiés. Droit aux tickets restaurant et aux chèques-vacances"

Cette revendication permettrait d'avoir des représentants désintéressés de l'argent mais intéressés par représenter le peuple.

La grande majorité des représentants expriment un désaccord évident sur cette mesure.

- Revendication 34 - “Retour à un mandat de 7 ans pour le président de la République. L'élection des députés deux ans après l'élection du président de la République permettait d'envoyer un signal positif ou négatif au président de la République concernant sa politique. Cela participait donc à faire entendre la voix du peuple”

Des groupes de gauche et de droite ont défendu cette voie en juillet dernier à l'Assemblée, où le gouvernement et La République En Marche y ont opposé une fin de non-recevoir.

- Revendication 35 - “Fin des indemnités présidentielles à vie”

Sans même compter leurs traitements mensuels (environ 6.000 euros), les anciens chefs d'Etat coûtent déjà 6 millions d'euros à l'Etat chaque année.

Valéry Giscard d'Estaing est l'ancien président qui pèse le plus lourd dans le budget de l'Etat, avec 2,5 millions d'euros par an, devant Nicolas Sarkozy (2,2 millions) et Jacques Chirac (1,5 million), d'après une évaluation de l'ancien député PS René Dosière, publiée en 2015.

Les ex-présidents bénéficient en effet chacun d'un appartement de fonction meublé, de deux policiers pour leur protection rapprochée, d'une voiture avec deux chauffeurs, de sept collaborateurs permanents.

- Revendication 36- “Entrée du Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC) en toutes matières dans la Constitution. Création d'un site lisible et efficace encadré par un organisme indépendant de contrôle où les gens pourront faire une proposition de loi. Si celle-ci obtient un nombre assez conséquent de signatures, elle devra être discutée à l'Assemblée Nationale qui aura l'obligation de la soumettre au vote des français.”

Comme la revendication sur les autres revendications politiques, celle-ci a pour but une meilleure représentation du peuple et que celui-ci ait un réel poids dans les décisions prises par le gouvernement.

## Revendications sur l'éducation

- Revendication 37 - “Maximum 25 élèves par classe de la maternelle à la terminale”

Les CP à 12 élèves dans l'éducation prioritaire sont le fer de lance de la politique éducative et sociale du gouvernement. D'après un sondage publié en juin 2018, la majorité des 3.880 répondants – soit un peu plus de 10% seulement des professeurs concernés – sont convaincus.

L'idée d'un maximum de 25 élèves par classe ne date quant à elle pas d'hier. Le pédagogue Célestin Freinet la défendait déjà en 1954. Plus récemment, elle figurait dans le volet éducation du programme électoral de Benoît Hamon.

- Revendication 38 - “Un enfant de 6 ans ne se gardant pas seul, continuation du système des aides PAJEMPLOI jusqu'aux 10 ans de l'enfant.”

## Revendications sur les finances publiques

- Revendication 39 - “Fin de la politique d'austérité. On cesse de rembourser les intérêts de la dette qui sont déclarés illégitimes et on commence à rembourser la dette sans prendre l'argent des pauvres et des moins pauvres, mais en allant chercher les 80 milliards de fraude fiscale”

La dette publique de la France atteint 99% du PIB, soit 2.299,8 milliards d'euros. Lors de la campagne présidentielle, Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon ont proposé d'annuler une partie de la dette.

La dette fiscale, elle, atteindrait les 100 milliards d'euros par an, selon un rapport du syndicat Solidaires-Finances publiques : "De quoi assurer à l'Etat un budget en équilibre puisque les 100 milliards viendraient financer [...] les 82 milliards du déficit budgétaire", écrivait en septembre "Marianne".

- Revendication 40 - “Interdiction de vendre les biens appartenant à la France (barrage, aéroport...)”

Si les cas de vente d'aéroports sont rares, depuis quelques années l'Etat a pris l'habitude de mettre à la vente des biens immobiliers lui appartenant, pour renflouer ses caisses. En Novembre, l'Etat a ainsi annoncé la mise en vente de 1.605 biens (des bureaux, des espaces naturels, des bâtiments sportifs ou d'enseignement...).

Sous pression de Bruxelles, le gouvernement a en outre annoncé la privatisation des 150 plus grands barrages de France d'ici 2022. Cela signifie pour les français avoir moins de sécurité sur les coûts les concernant au sujet de ces biens immobiliers.

- Revendication 41 - “Moyens conséquents accordés à la justice, à la police, à la gendarmerie et à l'armée. Que les heures supplémentaires des forces de l'ordre soient payées ou récupérées”

Les lois de finances font inmanquablement des gagnants et des perdants. Celle de 2019 a coupé dans les budgets des ministères de l'Economie, de l'Education nationale, du Travail ou encore des Affaires étrangères. Mais ni l'Intérieur, ni la Justice, ni les Armées n'ont subi de perte : ils se sont au contraire vus dotés d'un peu plus de moyens.

- Revendication 42 - “Le prix du gaz et l'électricité ayant augmenté depuis qu'il y a eu privatisation, nous voulons qu'ils redeviennent publics et que les prix baissent de manière conséquente.”

Le ministre de la Transition écologique l'a confirmé, le prix de l'électricité devrait augmenter en 2019 (+2,3% selon "le Parisien"). Invité sur RMC ce vendredi, François de Rugy a toutefois annoncé qu'il tenterait de limiter des dépenses supplémentaires subies par

les ménages en modifiant le mode de fixation des prix et en baissant la CSPE (une taxe qui vise à compenser les surcoûts des opérateurs liés à la réglementation).

# Conséquences

## Bilan humain

Entre le 17 novembre et le 21 décembre 2018, dix personnes sont mortes dues aux manifestations des gilets jaunes, trois sont des gilets jaunes participant aux blocages et sept sont des conducteurs de véhicule. Le 19 mars 2019, le Ministre de l'Intérieur fait état de près de 4000 blessés chez les manifestants et les forces de l'ordre. Le Délégué interministériel à la sécurité routière estime que les dégradations de radars intervenues lors du mouvement ont entraîné la mort d'environ 60 personnes pour les mois de Novembre et Décembre 2018

A titre d'exemple, l'acte 18, considéré comme l'un des actes les plus violent des gilets jaunes, a permis à plus de 1500 casseurs de piller et dégrader des routes, voitures, enseignes et des lieux historiques. Nathalie Loiseau, Ministre chargée des Affaires européennes, annonce que *"Jamais les manifestants n'avaient attaqué les forces de l'ordre avec la violence [de ces dernières semaines]"*. Cet acte a donné lieu à des gardes à vue pour 185 majeurs et 15 mineurs. Des affrontements ont lieu entre casseurs et forces de l'ordre; pour Emmanuel Grégoire, *"il est clair que sur les Champs Elysées, les gens venaient taper sur la police et mettre en scène des actions violentes pour obtenir des images télévisées"*.

Certain décrivent les mouvements des gilets jaunes comme étant les manifestations les plus violentes que la France ait connu (en cause notamment l'amélioration des équipements que ce soit du côté des manifestants ou des forces de l'ordre). C'est notamment l'avis du préfet de police de Paris qui a évoqué un niveau de violence *"jamais atteint dans les dernières décennies"*, des *"violences extrêmes et inédites"* et des *"violences d'une gravité sans précédent"*.

Ces déclarations ne font pas forcément l'unanimité, la encore Michelle Zancarini-Fournel, professeur d'histoire contemporaine déclare que *"l'épisode le plus violent reste celui de la période de la guerre d'Algérie."*

Le mois de Mai 1968 fut également célèbre pour ses pavés lancés sur les policiers faisant 7 morts et des centaines de blessés graves de Mai et Juin 1968 dans les affrontements. Sans parler des manifestations de 1947/1948 ou des mineurs ont fait plusieurs sabotages.

En somme si les gilets jaunes n'ont pas provoqué les manifestations les plus violentes, Mathieu Rigouste sociologue, explique qu'on *n'a jamais atteint un tel degré de déstabilisation du système, mais jamais non plus un tel degré de résilience. Le système digère très bien la violence."*

Aujourd'hui après 20 actes, il y a eu 8700 garde à vue, 2000 condamnations et 390 incarcérations.

# Conséquences budgétaires

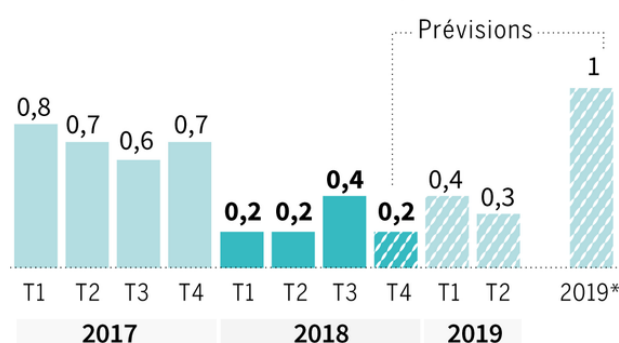
## Des conséquences très importantes

Beaucoup de personnalités politiques annoncent une chute de la croissance économique lors du dernier trimestre 2018 à cause des gilets jaunes. En effet, comme annoncé par le ministre de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire, le taux de croissance allait atteindre péniblement les 1,5% du PIB au lieu des +1,7% attendus. Medef (Mouvement des entreprises de France) et la banque française estiment que le mouvement allait coûter entre 2 et 4 milliards d'euros. Le mouvement des gilets jaunes est donc pointé comme étant une catastrophe économique.

Le ministre des Comptes publics, Gérard Darmanin affirme que le mouvement a détruit «plus d'emplois et de richesses que ces dix dernières années» avec un impact de 4 milliards d'euros sur la croissance. Pour lui, c'est des dizaines de milliers d'emplois qui n'ont pas pu être créés. En plus d'empêcher la création d'emplois, les mouvements des gilets jaunes a fragilisé les emplois existants: la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, a indiqué avoir débloqué 32 millions d'euros pour payer les salaires de quelque 58 000 personnes au chômage partiel.

### La croissance

VARIATION TRIMESTRIELLE DU PIB, EN %



\* Acquis à la mi-année

SOURCE : INSEE

INFOGRAPHIE LE MONDE

## Pourtant selon des études plus récente

Selon sa note de conjoncture du 19 mars, l'effet des gilets jaunes sur l'économie française reste très modéré. En effet cette manifestation n'aurait coûté "que" 0.1 point au PIB du quatrième trimestre 2018. Ce qui, à titre de comparaison, a le même impact que les grèves SNCF et Air France sur les résultats économiques français du deuxième trimestre 2018.

De plus, toujours selon l'INSEE, la stagnation de la consommation des ménages peut être justifié par un mois de décembre au climat plutôt doux (justifiant une baisse des factures énergétiques).

Finalement lors de ce genre d'événement il est très difficile d'évaluer ce qu'a pu coûter financièrement la manifestation selon un staticien de l'INSEE «cette estimation reste un exercice difficile» à réaliser. Il est notamment impossible pour l'Insee «d'estimer correctement quelle aurait été l'activité économique si de tels événements n'étaient pas survenus»

De plus force est de constater qu'en fonction des études des personnes interrogées la situation peut aller de modéré (selon l'INSEE) à "déplorable" selon Gérard Darmanin, Ministre de l'Action et des Comptes publics.



## Conséquences commerciales

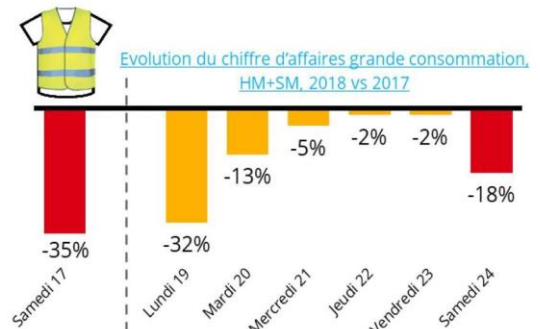
L'ensemble des commerces est touché, que ce soit les petits commerces en centre ville, directement visés par les pilleurs lors des manifestations, ou les plus grandes surfaces avec des problèmes de distribution. Certaines industries ont dû arrêter leurs lignes de production. Plusieurs entrepôts et supermarchés ont été bloqués, le ton est alarmiste. Jacques Creyssel, le délégué général de la Fédération du commerce et de la distribution (FCD), a évoqué des "conséquences lourdes" sur son secteur, avec "plusieurs centaines de magasins bloqués ou fermés samedi et une perte de chiffre d'affaires globale de 70%".

À la mi-décembre, le ministère de l'Économie mentionne une baisse de chiffre d'affaires de 40 % pour les « petits commerçants » et de 15 % pour la grande distribution, les seules enseignes semblent tirer leur épingle du jeu sont les commerces en ligne qui ont vu leur vente augmentée.

En plus de ces chiffres d'affaires vus à la baisse, c'est des centaines d'enseignes, restaurants, qui ont été dégradés et pillés par des casseurs. Le préjudice est évalué à des centaines de milliers d'euros

Quand aux secteurs de l'hébergement et de la restauration, l'activité a baissé de 13% en décembre par rapport à la même période en 2017.

**GILETS JAUNES : NOUVEAU SAMEDI NOIR POUR LA DISTRIBUTION**  
Premiers chiffres | Evolution des ventes valeur en grandes surfaces\*  
vs. la moyenne observée depuis la rentrée de septembre, PGC\*\*



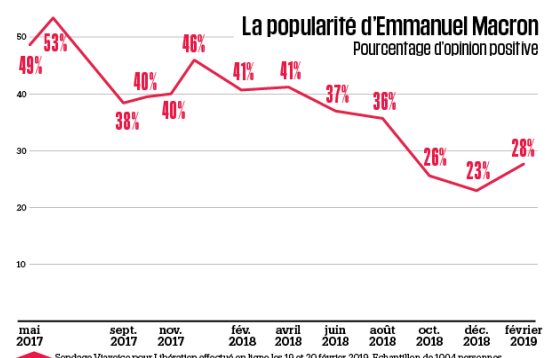
Suite à la mobilisation des gilets jaunes et le fort recul des ventes le samedi 17, la séquence négative se poursuit pour les hypers et supermarchés.

Source : Nielsen OSA.  
\* groupe d'enseignes hypermarchés et supermarchés  
\*\* sélection de l'assortiment PGC (produits de grande consommation)  
Copyright © 2018 The Nielsen Company

Le marché du jouet annonce également avoir été particulièrement affecté par les manifestations : Son chiffre d'affaires a baissé de 3,4 milliards d'euros cette année et a reculé de 5% par rapport à 2017. Selon Michel Moggio, le directeur général de la Fédération française des industries jouet/puériculture, les gilets jaunes sont responsables de ce déficit, notamment à cause des blocages routiers "Une centaine de millions d'euros ont ainsi 'disparu' du fait des blocages". Pourtant, ceci n'explique pas cette perte de chiffre d'affaire. Les gilets jaunes ne sont pas seuls responsables de cette perte de chiffre d'affaire. Des autres causes du déficit seraient le placement en redressement judiciaire de grande surface de jouet contraints de fermer des magasins déficitaires, une baisse de natalité... Cette exemple montre encore une fois comment il est difficile d'évaluer les dégâts du a ces manifestations.

## Aspect Politique

Depuis le début des mouvements, les sondages révèlent que la cote de popularité d'Emmanuel Macron et Edouard Philippe a chuté. Aujourd'hui seuls 26% des Français ont une bonne opinion du chef de l'État. En effet Emmanuel Macron emmagasine la colère des



manifestants et voit son image se dégrader, aussi bien en raison de sa politique et de sa gestion du conflit que de sa personnalité.

## Tourisme et patrimoine historique

Le mouvement des gilets jaunes n'est pas passé inaperçu dans le reste de l'Europe et du monde et a été relayé par beaucoup de médias et politiciens (Vladimir Poutine, Donald Trump, entre autres).

Des articles comme le Welt en Allemagne affichent « Escalade de violence à Paris ». Le journal italien affiche des titres comme « Paris brûle entre agressions et pillages » ou encore le Wall Street Journal avec « L'une des manifestations antigouvernementales les plus violentes à frapper Paris depuis des décennies. ».

Le Times, journal anglais critique de son côté les proportions violentes qu'ont pris des manifestations (que ce soit du côté des manifestants ou des forces de l'ordre).

Le tourisme français a également été affecté par les manifestations, les touristes étrangers ayant été refroidis par les images des manifestations et des casseurs, notamment au Champs Elysée.

De son côté, Atout France, l'agence de promotion du tourisme hexagonal à l'étranger, avait fait état d'une baisse comprise entre 5% et 10% des arrivées aériennes internationales à Paris en décembre.

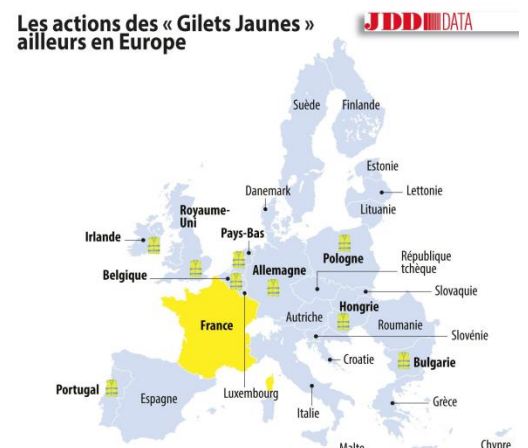
De plus, des musées, théâtres et autres lieux culturels sont préventivement fermés en raison des manifestations, des concerts ou festivals de musique sont également reportés ou annulés. Pour assurer la pleine disponibilité des forces de l'ordre pour les manifestations des Gilets jaunes, le ministère de l'Intérieur fait reporter plusieurs matchs du championnat de France de football.

Pourtant, paradoxalement, le secrétaire d'Etat Jean-Baptiste Lemoyne a déclaré que la France a su rester attractive, le nombre de visiteurs internationaux devrait avoisiner les 90 millions, soit 3 millions de plus qu'en 2017. La France conserve donc son titre de première destination touristique mondiale.

## Le gilets jaunes dans l'Europe et dans le monde

Le mouvement des gilets jaunes a inspiré beaucoup de pays européens et dans le reste du monde, notamment en Belgique, où les manifestations ont commencé la veille des manifestations françaises. La première manifestation belge a bloqué des sites de stockages d'essence Wallonie.

En tout, c'est 15 pays en Europe (Royaume-Uni, Allemagne, Espagne, Grèce, Italie, ...) et 31 pays en tout dans le monde (Irak, Tunisie, Algérie) qui ont porté leurs gilets jaunes pour leurs manifestations ayant différents combats (carburant trop cher, conditions de travail, vie trop chère...).



## Un bilan mitigé

Si le mouvement des gilets jaunes n'est pas le plus violent de France, les manifestations des gilets jaunes ont marqué les esprits et les médias en France est dans le reste du monde. Alors que beaucoup de politiciens et de chefs industriels prévoient une catastrophe économique avec un bilan humain "déplorable", les derniers chiffres et études montrent plutôt des résultats modérés avec des manifestations historiques plus graves.

En somme les bilans n'ont pas la même gravité en fonction des personnes interrogées. Il est alors difficile d'évaluer jusqu'à quel point les manifestations ont impacté l'économie française et surtout d'estimer quel tournure auraient pris les événements sans la réaction de l'Etat en mi-décembre.

# Réactions du gouvernement

## Maintien de l'ordre

### Mobilisation des forces de l'ordre

Les autorités ont été énormément critiquées après les violences du 1er décembre 2018, qui s'élèvent à 110 blessés dont 17 forces de l'ordre.

Ce mouvement a forcé le gouvernement à déployer un dispositif hors normes de forces de l'ordre, à la fois sur Paris et sur toute la France. Par exemple, le 8 décembre 2018, 89000 forces de l'ordre ont été mobilisées en France, dont 8000 à Paris.

A la suite de cet événement, Christophe Castaner, le ministre de l'intérieur, a appelé au calme, invitant les « *“gilets jaunes” raisonnables, ceux qui ne soutiennent pas l'action violente, à se désolidariser des extrêmes et à ne pas se rassembler à Paris* ». Il a aussi appelé à ne pas se rassembler dans les lieux qui ont fait l'objet de tensions importantes.

### Projet de loi “anti-casseurs”

Le 7 janvier 2019, Edouard Philippe, le premier ministre, a annoncé dans une interview télévisée sur TF1 son projet de loi “anti-casseurs”.

Cette loi prévoit, entre autres, plusieurs mesures afin de réduire la casse et les violences lors des manifestations :

- L'autorisation de fouille des passants lors des manifestations
- La création d'un nouveau délit pour les personnes cachant leur visage (cagoules...) lors d'un rassemblement
- La constitution d'un fichier de personnes interdites de manifester, pour réduire le hooliganisme
- Le principe du “casseur-payeur”; si il a été prouvé qu'un manifestant a participé à des faits dommageables, l'Etat pourra recourir au plan civil dans le but de faire payer cette personne pour les dommages occasionnés

Le 12 mars 2019, le Sénat a voté le texte. Le texte a été adopté par 210 voix contre 115. Les principales mesures de ce texte ont été adoptées par le Parlement.

## Mesures économiques

Le 10 décembre 2018, Emmanuel Macron s'est exprimé et a décrété un « état d'urgence économique et social » pour que chacun puisse vivre mieux de son travail.

Plusieurs mesures économiques ont été prises suite à ceci:

- L'annulation en 2019 de la hausse de la contribution sociale généralisée (CSG) subie cette année par les retraités entre 1200 et 2000 euros par mois,
- En 2019, les heures supplémentaires seront versées sans impôts ni charges
- Les employeurs pourront verser une prime de fin d'année qui n'aura à acquitter ni impôt ni charge
- Le salaire d'un salarié au SMIC augmentera au total de 100 euros par mois, sans qu'il en coûte un euro de plus à l'employeur.

## Actions sur les revendications

Le 13 janvier 2019, Emmanuel Macron a écrit sa "lettre aux Français". Plusieurs thèmes ont été traités; écartés ou retenus, et d'autres n'ont pas été abordés.

### Les thèmes écartés

Deux principaux thèmes ont été écartés. Le premier est la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune, auquel il a répondu « *L'impôt, lorsqu'il est trop élevé, privé notre économie des ressources qui pourraient utilement s'investir dans les entreprises, créant ainsi de l'emploi et de la croissance* ». Il a aussi ajouté qu'il n'était pas question de revenir sur « *les mesures que nous avons prises pour corriger cela afin d'encourager l'investissement* ».

Le deuxième thème écarté est la baisse des cotisations pour les salariés. Emmanuel Macron l'a décliné et dit qu'il ne compte pas revenir sur les mesures prises pour « *faire que le travail paie davantage* ».

### Les thèmes retenus

Deux thèmes ont aussi été retenus. Le premier est le référendum d'initiative citoyenne, qui suggère que certains citoyens, ayant recueilli assez de signatures, puissent saisir la population par référendum sans que l'accord du Parlement soit nécessaire.

Le deuxième thème retenu est une baisse d'impôts. Emmanuel Macron a accepté de poursuivre les baisses d'impôts, à condition de « *baisser en parallèle le niveau global de notre dépense publique* ».

### Les thèmes non abordés

Malgré ces thèmes traités, beaucoup de gilets jaunes regrettent que certaines thématiques importantes n'aient pas été mentionnées. Celles-ci sont, par exemple, la fraude

fiscale des multinationales et des particuliers, ou encore la diminution des privilèges des élus.

Cependant, Emmanuel Macron propose d'évoquer "n'importe quel sujet concret" lors du Grand Débat National. Il n'exclut pas non plus la possibilité d'ajouter des questions à ce débat.

## Grand débat national

Le Grand débat national, ouvert le 15 janvier 2019, a pour but d'aborder 4 thèmes :

- La transition écologique,
- La fiscalité et les dépenses publiques,
- La démocratie et la citoyenneté,
- L'organisation de l'Etat et des services publics.

Le Gouvernement s'est engagé à prendre en compte tous les avis et propositions exprimés dans le respect de la méthode et des règles du débat, selon les principes de transparence, de pluralisme et d'inclusion, de neutralité, d'égalité, de respect de la parole de chacun.

### La transition écologique

Les socialistes ont réclamé que tout ce qui finance la transition écologique ne soit pas pris en compte dans le calcul du déficit du pays, qui ne doit pas excéder 3% du PIB selon les règles de l'Union européenne.

La députée de La France insoumise, Mathilde Panot est allée jusqu'à réclamer une "écologie populaire" avec des tribunaux contre *"ceux qui collaborent à la destruction"* de l'espèce humaine.

### La fiscalité et les dépenses publiques

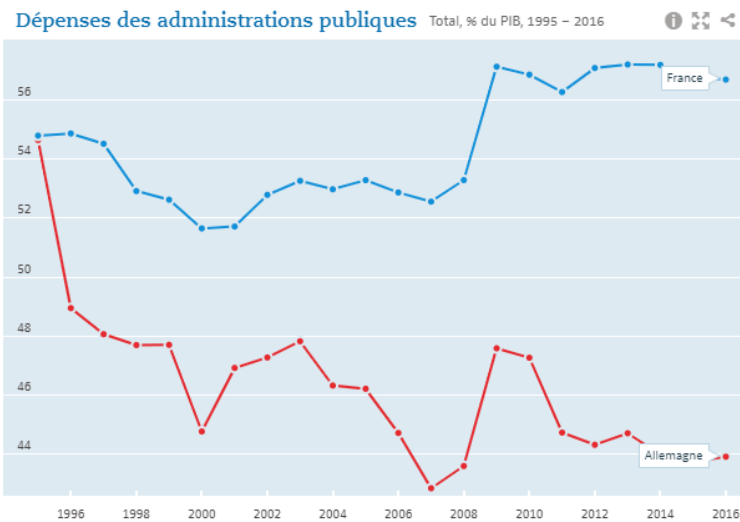
Ce thème arrive en tête des attentes des français, selon multiples sondages.

Emmanuel Macron a déclaré que "plus personne ne paiera" la taxe d'habitation, et elle sera abolie pour tous d'ici 2021.

L'impôt sur la fortune, supprimée par le président au début de son mandat afin de ramener les investisseurs sur le territoire, sera rétabli dans le but de contrebalancer les pertes liées à la taxe d'habitation.

Une autre mesure envisagée est la réindexation des pensions de retraites sur l'inflation, dans le but d'aider les retraités les plus modestes.





Avec 56,4% du PIB consacrés aux dépenses publiques, la France est de loin la « championne du monde ».

## La démocratie et la citoyenneté

Certains points importants ont été soulevés :

- Faut-il reconnaître le vote blanc?
- Comment rendre la participation citoyenne plus active?
- En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, faut-il fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ?

Bien qu'Emmanuel Macron se soit déclaré contre le vote blanc lors de sa campagne présidentielle, il considère désormais le fait de prendre en compte le vote blanc.

## L'organisation de l'Etat et des services publics

Emmanuel Macron a rappelé l'importance des collectivités publiques dans sa lettre aux Français : « *Les services publics ont un coût, mais ils sont vitaux : écoles, police, armée, hôpitaux, tribunaux, sont indispensables à notre cohésion sociale* ».

Les Français pouvaient répondre de manière ouverte à la question « Quand vous pensez à l'évolution des services publics au cours des dernières années, quels sont ceux qui ont évolué de manière positive ? ». Voici les mots qui reviennent le plus souvent :



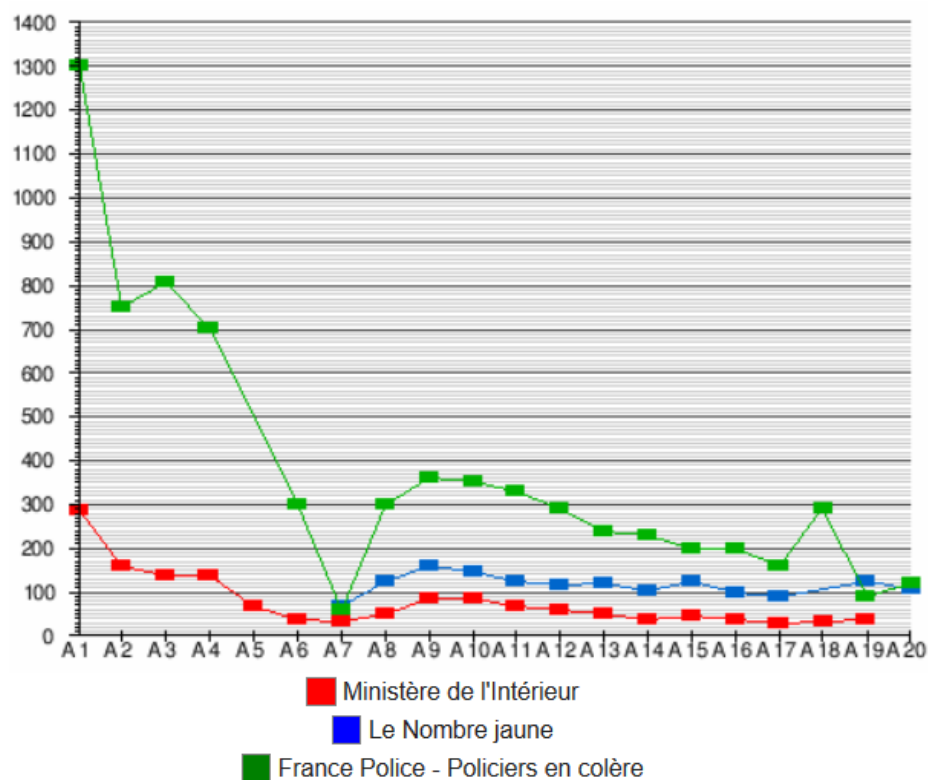
Le débat sur ce point est prévu le 8 avril 2019.

Les décisions prises grâce à ce débat seront communiquées autour de mi-avril 2019, après une déclaration du gouvernement devant l'Assemblée Nationale, puis devant le Sénat.

# Évolutions du mouvement

## Evolution de la mobilisation

Après 20 actes de la manifestation, la mobilisation observée reste stable. Il est intéressant d'observer les différents décomptes effectués par le Ministère de l'Intérieur, le Nombre Jaune et France Police, qui sont très contrastés. Le pic de la mobilisation se retrouve le 17 novembre 2018 lors de la naissance du mouvement, avec 287 710 manifestants selon le ministère de l'intérieur, et 1.3 Million selon "France Police - Les policiers en Colère".

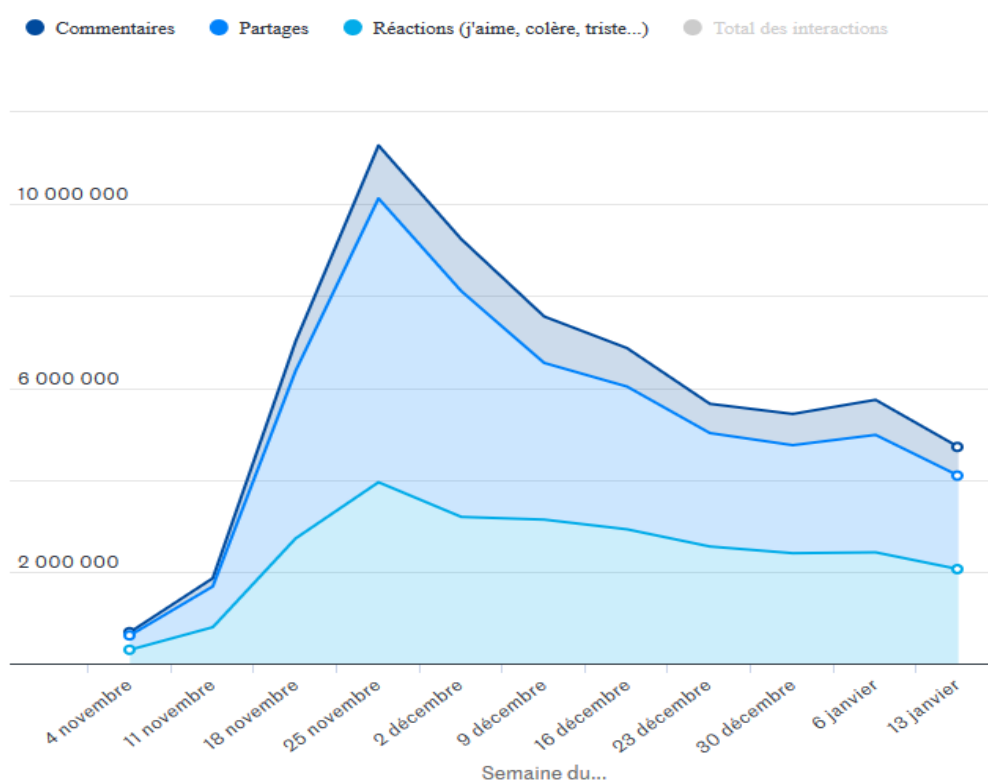


[source: wikipedia.org](https://fr.wikipedia.org/wiki/Manifestation_des_policiers_en_col%C3%A8re)

## Principaux groupes et représentants

Au fur et à mesure de la manifestation, trois principaux leaders se sont imposés parmi les gilets jaunes, Maxime Nicolle, Priscillia Ludosky et Eric Drouet. Ils sont non seulement très présents sur les réseaux sociaux, mais aussi sur les médias traditionnels comme la télévision et la radio. D'après le journal du dimanche ([lejdd.fr](http://lejdd.fr)), *“Pourquoi ce soutien? **Aux trois leaders** [...] ils sont engagés depuis le tout début, ce qui leur confère une légitimité, ils consultent sans cesse leurs camarades et ils n'ont jamais changé de credo.[...] Ils se veulent apolitiques et refusent toute structuration du mouvement.”* En effet, il n'existe pas d'entité globale officielle regroupant tout le mouvement.

On peut néanmoins noter une très forte présence des gilets jaunes sur les réseaux sociaux via plusieurs groupes sous le noms de “Gilets Jaunes”, ou encore “Gilets jaunes officiel d'Éric drouet”.

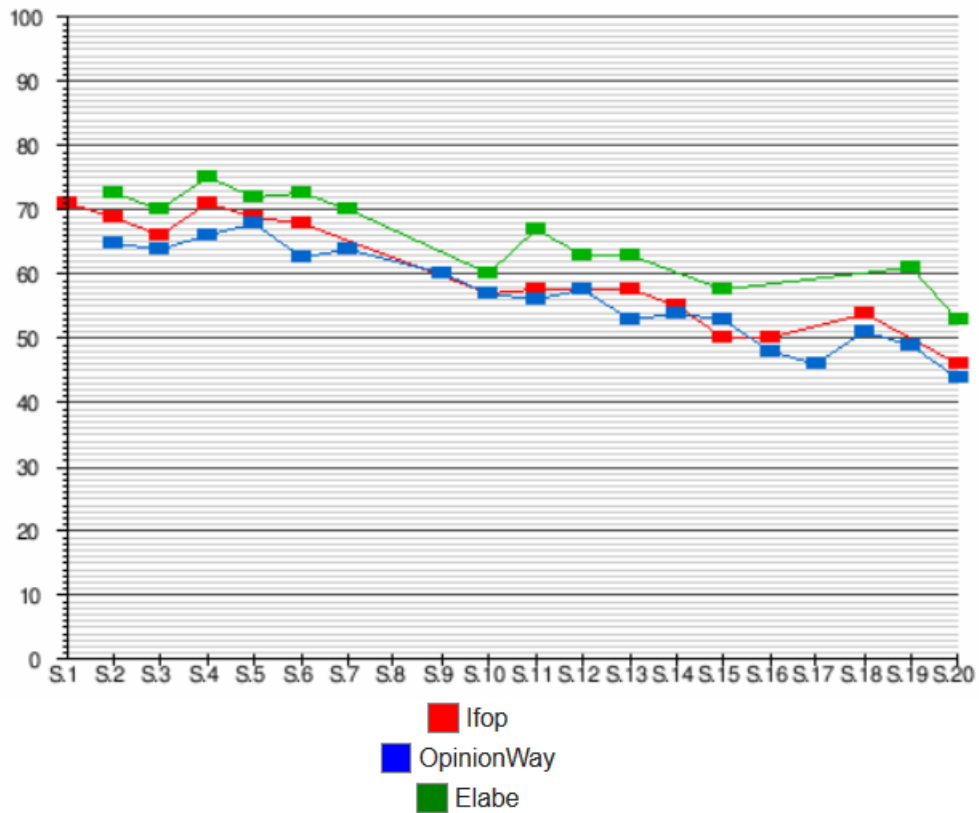


source: [lemonde.fr](http://lemonde.fr)

## Soutien de l'opinion publique

Depuis ses débuts, le mouvement est majoritairement approuvé par les Français, on peut néanmoins remarquer une forte tendance à la baisse. Stéphane Sirot, historien, note: "On a rarement mesuré un soutien aussi massif de l'opinion publique à un mouvement social. Souvent en France, il y a une certaine bienveillance, [...] mais qu'il frise les 75 %, c'est tout à fait singulier"

### Évolution du soutien des Français au mouvement des Gilets jaunes



[source: wikipedia.org](https://www.wikipedia.org)

# Conclusion

Le mouvement des gilets jaunes, depuis le 17 novembre 2018, a de grandes répercussions économiques et sociales. La France traverse actuellement une crise sociale caractérisée par des manifestations généralisées sur l'ensemble du territoire. Les décisions prises et celles qui restent à prendre par le gouvernement sont cruciales pour la sortie de cette crise. Leur impact économique risque d'être considérable, avec des mesures présentant un grand coût pour l'état, mais aussi pour certaines entreprises subissant cette manifestation à travers une baisse de chiffre d'affaire.

Le grand débat étant toujours en cours, les conclusions qui en seront tirées seront présentées par le Président de la République prochainement. Il ne fait aucun doute que cette crise aura un impact considérable sur l'histoire et sur l'économie de notre pays.



# Sources

[https://www.scribd.com/document/394450377/Les-revendications-des-gilets-jaunes#from\\_embed](https://www.scribd.com/document/394450377/Les-revendications-des-gilets-jaunes#from_embed)

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement\\_des\\_Gilets\\_jaunes\\_dans\\_le\\_monde](https://fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement_des_Gilets_jaunes_dans_le_monde)

<https://www.bfmtv.com/economie/quelles-sont-les-consequences-du-mouvement-des-gilets-jaunes-sur-l-economie-1610929.html>

<https://www.lejdd.fr/Politique/grand-debat-impot-sur-le-revenu-allege-taxe-carbone-vote-blanc-ce-que-veulent-les-deputes-en-marche-3885203>

<https://www.rtl.fr/actu/justice-faits-divers/gilets-jaunes-eric-drouet-et-maxime-nicolle-convoques-par-la-police-judiciaire-7797357205>

<https://www.ouest-france.fr/societe/gilets-jaunes/la-ligue-des-droits-de-l-homme-veut-voir-le-conseil-constitutionnel-trancher-sur-l-usage-du-lbd-6293696>

<https://www.lci.fr/politique/gilets-jaunes-conseil-constitutionnel-les-sages-censurent-l-article-phare-de-la-loi-anticasseurs-interdiction-administrative-de-manifester-2117480.html>

<http://www.lefigaro.fr/economie/le-scan-eco/dessous-chiffres/2018/11/06/29006-20181106ARTFIG00176-carburants-la-hausse-des-taxes-ne-finance-presque-pas-la-transition-energetique.php>

[https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=8B2219F940D81DD291D544383373A508.tpdjo14v\\_2?idSectionTA=LEGISCTA000006122062&cidTexte=LEGITEXT000006071570&dateTexte=20140531](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=8B2219F940D81DD291D544383373A508.tpdjo14v_2?idSectionTA=LEGISCTA000006122062&cidTexte=LEGITEXT000006071570&dateTexte=20140531)

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Taxe\\_carbone\\_en\\_France](https://fr.wikipedia.org/wiki/Taxe_carbone_en_France)

[https://www.lepoint.fr/automobile/prix-a-la-pompe-la-part-du-brut-la-part-des-taxes-16-11-2018-2271841\\_646.php](https://www.lepoint.fr/automobile/prix-a-la-pompe-la-part-du-brut-la-part-des-taxes-16-11-2018-2271841_646.php)

<https://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/structuration-des-prix-de-l-essence-et-du-gazole-france>

<https://www.vie-publique.fr/actualite/alaune/loin-metropoles-sentiment-etre-delaiss%C3%A9-par-pouvoirs-publics.html>

<http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2018/12/28/31003-20181228ARTFIG00143-remy-josseume-les-80kmh-detonateur-des-8220gilets-jaunes8221.php>

<http://www.lefigaro.fr/politique/2019/01/10/01002-20190110ARTFIG00322-un-tsunami-de-defiance-contre-les-institutions-politiques.php>

<http://www.leparisien.fr/politique/certains-gilets-jaunes-ont-la-volonte-de-renverser-les-elites-22-11-2018-7950252.php>

<http://www.leparisien.fr/economie/direct-mobilisation-des-gilets-jaunes-les-premiers-blocages-17-11-2018-7945059.php>

<https://www.francetvinfo.fr/live/message/5bf/059/0a5/ff4/e90/12a/7ac/c79.html>

<https://www.20minutes.fr/arts-stars/culture/2392583-20181211-gilets-jaunes-plus-21-millions-tele spectateurs-devant-emmanuel-macron>

<http://www.leparisien.fr/economie/pouvoir-d-achat-ce-que-vont-couter-exactement-les-mesures-de-macron-17-12-2018-7970979.php>

<https://www.20minutes.fr/politique/2397707-20181217-gilets-jaunes-france-insoumise-va-deposer-proposition-loi-referendum-initiative-citoyenne>

<https://www.bfmtv.com/economie/l-elysee-annonce-que-la-taxe-carbone-est-supprimee-pour-2019-1582469.html>

[https://www.liberation.fr/france/2019/03/19/pour-l-insee-les-gilets-jaunes-ne-font-presque-pas-de-mal-a-l-economie\\_1716123](https://www.liberation.fr/france/2019/03/19/pour-l-insee-les-gilets-jaunes-ne-font-presque-pas-de-mal-a-l-economie_1716123)

[https://www.lemonde.fr/police-justice/article/2018/12/06/gilets-jaunes-appels-au-calme-et-moyens-exceptionnels-le-point-sur-le-dispositif-de-securite-de-samedi\\_5393697\\_1653578.html](https://www.lemonde.fr/police-justice/article/2018/12/06/gilets-jaunes-appels-au-calme-et-moyens-exceptionnels-le-point-sur-le-dispositif-de-securite-de-samedi_5393697_1653578.html)

[https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2019/01/08/le-projet-de-loi-anti-casseurs-d-edouard-philippe-est-il-juridiquement-tenable\\_5406398\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2019/01/08/le-projet-de-loi-anti-casseurs-d-edouard-philippe-est-il-juridiquement-tenable_5406398_4355770.html)

<https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2018/12/10/adresse-du-president-de-la-republique-du-lundi-10-decembre-2018>

[https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2019/01/14/ce-qu-emmanuel-macron-concede-et-refuse-aux-gilets-jaunes-dans-sa-lettre-aux-francais\\_5408928\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2019/01/14/ce-qu-emmanuel-macron-concede-et-refuse-aux-gilets-jaunes-dans-sa-lettre-aux-francais_5408928_4355770.html)

<http://www.lcp.fr/actualites/la-transition-ecologique-premier-theme-du-grand-debat-de-lassemblee-nationale>

<http://www.lcp.fr/actualites/la-transition-ecologique-premier-theme-du-grand-debat-de-lassemblee-nationale>

<https://www.lci.fr/politique/grand-debat-national-ce-que-les-francais-veulent-prendre-en-compte-le-vote-blanc-10-10-2116778.html>

<https://www.sudouest.fr/2019/04/02/grand-debat-le-gouvernement-prendra-des-decisions-puissantes-assure-edouard-philippe-5953060-10586.php>

[https://www.francetvinfo.fr/economie/transports/gilets-jaunes/nous-sommes-des-oublies-l-impossible-deuil-des-familles-des-victimes-du-mouvement-des-gilets-jaunes\\_3200603.html](https://www.francetvinfo.fr/economie/transports/gilets-jaunes/nous-sommes-des-oublies-l-impossible-deuil-des-familles-des-victimes-du-mouvement-des-gilets-jaunes_3200603.html)

<http://lavdn.lavoixdunord.fr/517185/article/2019-01-06/58-000-salaries-au-chomage-partiel-selon-la-ministre-du-travail>